

Chypre : Recep Tayyip Erdoğan met l'Union européenne sous pression

mercredi 27 juillet 2011, par [Jean Marcou](#)

Lors de sa récente visite en République Turque de Chypre du Nord (RTCN), les 19 et 20 juillet, Recep Tayyip Erdoğan a lancé un véritable ultimatum à l'Union Européenne : la Turquie n'acceptera pas de négocier sa candidature avec la République de Chypre (grecque), lorsque celle-ci prendra la présidence tournante de l'Union Européenne, en juillet 2012. Lors d'un discours, prononcé dans la partie turque de Nicosie, le 20 juillet, à l'occasion du 37^e anniversaire de l'intervention turque qui a abouti à la partition de l'île en 1974, le premier ministre a déclaré : « Nous croyons sincèrement à un objectif de paix, mais maintenant c'en est assez ! ». Il a poursuivi, en expliquant que les négociations entre Chypriotes grecs et turcs ne pouvait durer « une éternité », et que si aucune solution n'était trouvée pour réunifier l'île, avant la prise de la présidence européenne par Chypre, la Turquie gèlerait ses relations avec l'UE, pendant les six mois que durerait cette présidence. Selon lui, en outre, un nouvel échec des négociations en cours conduiraient à une partition définitive de Chypre.

Ces propos sont venus confirmer ceux particulièrement durs que le chef du gouvernement turc avait déjà tenus dans une interview donnée au quotidien Milliyet, à la veille de son départ pour Chypre. Mais, avec le recul on comprend également que l'affaire avait été préparée par le gouvernement turc, à l'occasion de la venue en Turquie, du commissaire européen à l'élargissement Stefan Füle, le 13 juillet dernier. En effet, ce dernier, qui n'avait été reçu ni par le président de la République, ni par le premier ministre, avait néanmoins rencontré le ministre des affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu, qui lui avait adressé cette mise en garde prémonitoire, à propos de la future présidence chypriote : « Si l'administration chypriote grecque retarde les négociations et accède seule à la présidence (...), cela ne signifiera pas seulement une absence de solution pour l'île, mais aussi que les relations entre la Turquie et l'UE seront gelées. Nous ne sommes pas de l'avis que les relations entre la Turquie et l'UE pourront continuer dans le cas d'une présidence de Chypre Sud, sans que (la question chypriote) soit résolue. »

On aurait tort d'interpréter cette nouvelle saillie du leader de l'AKP comme le énième avatar verbal de l'interminable conflit chypriote. La visite de Recep Tayyip Erdoğan à Chypre et les prises de position qu'elle lui a permis d'exprimer sont significatives, à bien des égards, des orientations actuelles de la diplomatie turque et de la marge de manœuvre que celle-ci a acquise à l'égard de ses alliés occidentaux.

Cette mise en garde montre, une nouvelle fois, la présence et le rayonnement qui sont ceux de la Turquie dans la région. Elle intervient, en effet, lors du premier voyage officiel du premier ministre, depuis les récentes élections législatives qui viennent de le reconduire au pouvoir, après une large victoire. Il ne faut pas perdre de vue, de surcroît, que le leader turc doit aussi prochainement se rendre en Egypte où il ne manquera pas de faire valoir les mérites du modèle turc, et qu'il a fait connaître d'ors et déjà son intention de se rendre à Gaza, sans se soucier des réactions israéliennes et occidentales.

L'ouverture de la troisième législature de l'AKP est donc marquée par une série d'indicateurs qui ne trompent pas, quant au tour que prend la diplomatie turque. Alors même qu'aucun chapitre n'a été ouvert pendant la présidence européenne hongroise, non seulement la Turquie affiche ses ambitions de puissance régionale, mais elle se permet de mettre l'Europe sous pression sur la question chypriote. On mesure, à cet égard, à quel point que le rapport de force a changé dans les relations turco-européennes, depuis le gel par l'UE de huit chapitres de négociations, en décembre 2006. À l'époque, Bruxelles avait entrepris de sanctionner une Turquie, encore très soucieuse du sort de sa candidature à l'UE, parce qu'Ankara refusait de reconnaître Chypre et de lui ouvrir ses ports et aéroports. Aujourd'hui, c'est un pays, fort de sa position stratégique majeure dans la région après le printemps arabe, qui fait savoir à l'Europe

qu'il pourrait l'ignorer pendant 6 mois, si les négociations sur le sort de l'île ne débouchaient sur aucune solution durable.

Il convient d'observer, par ailleurs, que le moment choisi par le premier ministre turc, pour faire une telle annonce sur Chypre, n'est probablement pas le fruit du hasard. Non seulement l'Union Européenne est actuellement engluée dans la crise de la dette grecque, mais Chypre pourrait bien aussi demander prochainement à Bruxelles, à pouvoir bénéficier d'un plan de sauvetage. En effet, le gouverneur de la banque centrale chypriote, Athanasios Orphanides, dans une lettre qu'il vient d'adresser au président chypriote grec, Demetris Christofias, juge l'état de l'économie chypriote comparable à ce qu'il était en 1974 au moment de l'intervention turque, et demande à ce que des mesures draconiennes soient prises d'urgence, pour éviter une mise en cessation de paiement du pays. Bien que son économie soit étroitement liée à celle de la Grèce, la République de Chypre qui est entrée dans l'Eurozone en 2008, était pour l'instant parvenue, en dépit d'une situation précaire, à échapper au spectre de la crise financière qui frappe actuellement Athènes et menace plusieurs autres pays européens. Mais, comble de malchance, le 11 juillet dernier, l'explosion d'un dépôt de munitions a endommagé la principale centrale électrique du pays, qui a été contrainte de fermer purement et simplement. Quand on sait que la centrale en question fournissait 60% de l'électricité du pays, on comprend que l'accident, ait pu être qualifié de « désastre biblique » par le porte-parole des autorités électriques chypriotes, et qu'il ait donc plongé la partie grecque de l'île dans une situation critique, l'obligeant à des coupures inopinées de courant et à des restrictions drastiques de consommation (mise en veille des climatiseurs en plein été, notamment). Le gouvernement chypriote grec, fragilisé et confronté à des manifestations qui ont entraîné la démission de deux ministres, a même été contraint de demander l'assistance de la partie turque de l'île ! Une requête qui a provoqué la colère de l'archevêque de Chypre, Chrysostomos, qui a déclaré qu'il préférerait encore « s'éclairer à la lanterne » !

Lors de sa visite à Chypre, Recep Tayyip Erdoğan a ainsi eu tout loisir de vanter, non seulement les résultats de l'économie turque (première croissance du monde au premier semestre 2011), mais aussi ceux de l'économie nord-chypriote. Selon le premier ministre turc, cette dernière n'a finalement pas pâti de l'embargo auquel la soumet l'Union Européenne depuis 2004. Il faut rappeler qu'elle a été soumise à une cure d'austérité par Ankara, lors de la dernière signature de l'accord financier qu'elle reconduit annuellement avec la Turquie ; ce qui avait provoqué une polémique tendue entre Recep Tayyip Erdoğan et les syndicats de fonctionnaires nord-chypriotes. À l'issue de ses déclarations rejetant l'hypothèse de contacts avec une présidence européenne chypriote si l'île n'était pas réunifiée, et au moment même où l'Union Européenne tentait de trouver une solution à la crise de la dette grecque, le premier ministre turc n'a pas hésité à retourner le couteau dans la plaie en déclarant que « l'économie chypriote grecque était au bord de l'effondrement » et qu'il ne serait pas étonné si Chypre, après la Grèce, devait connaître une situation d'urgence similaire.

Reste à savoir ce que sera le résultat des négociations, qui ont repris récemment entre Chypriotes grecs et turcs, sous l'égide de l'ONU, à Genève. Le secrétaire général des Nations-Unies, Ban Ki-moon s'est dit optimiste sur l'issue de ce troisième round de pourparlers, depuis l'élection de Demetris Christofias qui, en 2008, avait provoqué la reprise des contacts entre les deux parties de l'île, après l'échec du plan Annan en 2004 (cf. nos éditions des 19 février 2008, 9 avril 2008 et 18 juin 2009). Mais l'offensive de Recep Tayyip Erdoğan et les multiples impasses, auxquelles ont conduit les tentatives antérieures de règlement, amènent à rester prudents...

En tout état de cause, on observe que l'Azerbaïdjan envisage déjà ce qui serait en ce qui le concerne le scénario du pire : un échec définitif des négociations qui amènerait les Turcs à demander à Bakou de reconnaître la RTCN. Bien qu'il soit traditionnellement un allié de la Turquie, le gouvernement azerbaïdjanais s'inquiète de cette perspective, dans la mesure où elle risquerait de provoquer une reconnaissance en chaîne, par de multiples Etats de la zone, du Haut-Karabakh, cette ex-région autonome d'Azerbaïdjan qui, très majoritairement peuplée d'Arméniens, a fait sécession et proclamé son indépendance en 1994... De façon surprenante, le vice-premier ministre azerbaïdjanais, Ali Hasanov, a été ainsi l'un des premiers à réagir à l'ultimatum de Recep Tayyip Erdoğan, en lui demandant de prendre en considération les conséquences caucasiennes que pourrait avoir un échec définitif des négociations

chypriotes.

Sources

Article Original publié le vendredi 22 juillet 2011 sur le site de l'OViPoT sous le titre : [Chypre : Recep Tayyip Erdoğan passe à l'offensive et met l'Union européenne sous pression.](#)